



Atlantique Nord-Est : les gouvernements appelés à agir d'urgence pour protéger trois espèces marines essentielles

Depuis 2015, les captures cumulées de maquereau, de hareng et de merlan bleu dépassent de 4,8 millions de tonnes les limites de durabilité. La situation est préoccupante.

Paris, le 14 octobre 2021 – L'ONG [Marine Stewardship Council \(MSC\)](#) qui lutte contre la surpêche et pour la préservation des océans appelle à agir d'urgence dans l'Atlantique Nord-Est pour protéger ces stocks (ou « populations ») de poissons essentiels, autant d'un point de vue écologique qu'économique. Ces populations sont surexploitées en raison d'échecs des gouvernements depuis plusieurs années à se mettre d'accord sur des quotas de capture qui permettraient de préserver l'avenir de ces stocks de poissons.

Des quotas de capture supérieurs aux avis scientifiques

Le Conseil International pour l'Exploration de la Mer ([CIEM](#)), qui fournit des avis scientifiques sur les limites de capture pour une pêche durable, a publié de nouvelles données révélant qu'en 2021, les quotas cumulés de maquereau, de hareng atlanto-scandinave et de merlan bleu étaient de nouveau au-dessus des limites conseillées scientifiquement, respectivement (1) de 41 %, 35 % et 25 %. Ces limites sont fixées pour assurer la viabilité de ces stocks de poissons à long terme. Leur dépassement constant menace la santé de l'océan, mais aussi la situation économique et les moyens de subsistance des populations qui en dépendent.

Rien qu'au cours des six dernières années, **les analyses des données effectuées par l'ONG MSC montrent que le total des captures cumulées de maquereau, de hareng atlanto-scandinave et de merlan bleu a dépassé de 34 %** les limites acceptables pour une pêche durable. Si les avis scientifiques avaient été suivis, **plus de 4,8 millions de tonnes de poissons auraient donc pu être préservées (2).**

Les stocks de poissons peuvent s'effondrer s'ils sont surexploités sur le long terme, comme dans le cas du hareng atlanto-scandinave dans les années 60, dont le stock ne s'est reconstitué qu'au bout de 20 ans (3). Les données publiées par le CIEM indiquent une inquiétante tendance générale à la baisse pour ces trois stocks de poissons pélagiques au cours des dernières années. Celui du hareng atlanto-scandinave, en particulier, a diminué de 36 % au cours de la dernière décennie (4).

L'absence d'accord de partage des quotas entre les nations menace la biodiversité marine et les communautés qui en dépendent

Cumulés, ces stocks de poissons pélagiques de l'Atlantique Nord-Est font partie des populations de poissons les plus abondantes d'Europe, et sont pêchés par des pays qui comptent parmi les plus riches du monde. Cependant, il n'y a pas eu d'accord de partage de quotas pour le maquereau depuis plus de dix ans, ni pour le hareng depuis 2012, ni pour le merlan bleu depuis 2014 (5). Bien au contraire, **ces ressources naturelles partagées sont**



pêchées en fonction de quotas fixés unilatéralement par les différentes nations. Ces quotas, lorsqu'ils sont cumulés, dépassent systématiquement les limites de capture conseillées par les scientifiques pour ces stocks.

Le MSC appelle les décideurs des pays pêcheurs de l'Atlantique Nord-Est à aboutir à un accord commun pour la gestion de ces stocks essentiels lors des prochaines réunions des États côtiers, prévues du 19 au 27 octobre 2021 (6). Cet accord doit être conforme aux nouveaux avis scientifiques sur les limites de capture pour 2022, publiés le 30 septembre par le CIEM. Si elles ne sont pas respectées, il pourrait y avoir des conséquences dévastatrices pour ces espèces emblématiques, mais aussi pour la biodiversité océanique locale et les communautés de pêcheurs qui en dépendent.

« Les populations de poissons traversent de nombreuses zones de pêche internationales. Il est donc primordial que les principaux acteurs politiques signent des accords de partage des quotas afin de garantir qu'il reste suffisamment de poissons dans la mer pour que les stocks de poissons puissent se renouveler. » déclare Erin Priddle, Directrice Régionale Europe du Nord. *« Le changement climatique ne fait que renforcer l'urgence de cette tâche, car les stocks se déplacent à mesure que les océans se réchauffent. Nous demandons donc aux pays pêcheurs de mettre de côté leurs intérêts nationaux et de s'engager à adopter des mesures de gestion durable pour ces stocks lors de la prochaine réunion des États côtiers »,* poursuit-elle.

« Une pêche durable et bien gérée permet non seulement de préserver la biodiversité des océans, mais offre également une meilleure résilience face au changement climatique ainsi qu'une plus grande sécurité économique. Les pêcheries ont bien sûr leur rôle à jouer, mais la coopération internationale est essentielle pour garantir à ces stocks une protection adéquate. Les gouvernements ont la responsabilité, vis-à-vis de leurs citoyens, de préserver nos océans pour les générations présentes et futures. », conclut-elle.

Cet appel est soutenu par des enseignes de distribution agro-alimentaire et des entreprises de produits de la mer. Dans [une lettre ouverte](#) aux ministres des États côtiers, envoyée le 27 septembre, un collectif de plus de 40 enseignes de distribution, d'entreprises agro-alimentaires et de fournisseurs de ce secteur, dont Aldi, Labeyrie Fine Foods, Mowi, Groupe Gendreau, a demandé des actions concrètes pour la mise en place des stratégies de gestion de ces espèces sur le long terme. De nombreux signataires ont annoncé qu'ils réévalueraient leurs politiques d'approvisionnement si des mesures durables n'étaient pas adoptées.

Notes aux journalistes

Les stocks de maquereau, de merlan bleu et de hareng atlanto-scandinave dans l'Atlantique du Nord-Est sont partagés par l'Union européenne (UE), la Norvège, l'Islande, la Russie, les îles Féroé, le Groenland et, plus récemment, le Royaume-Uni (RU), qui a revendiqué le statut d'État côtier indépendant en 2020. Ces États forment les parties contractantes de la Commission des Pêches de l'Atlantique Nord-Est (CPANE ou NEAFC North East Atlantic Fisheries Commission).

Des règles de pêche précises, des quotas de capture fondés sur des données scientifiques et une coopération entre tous les États sont des éléments essentiels pour une gestion des pêches efficace et durable. Ce sont des exigences clés du « Référentiel Pêcheries », le cahier des charges environnemental du MSC. Ainsi, bien que de nombreuses pêcheries ciblant des espèces pélagiques dans la région ont été certifiées selon le Référentiel Pêcheries du MSC par le passé, chacune a été suspendue ces dernières années jusqu'à ce qu'un accord international sur des mesures de gestion à long terme soit conclu.



Références :

1. Calculs fondés sur les nouvelles données publiées par le CIEM le 30 septembre 2021
 - a. Maquereau : [mac.27.nea \(ices.dk\)](#)
 - b. Hareng AS : [her.27.1-24a514a \(ices.dk\)](#)
 - c. Merlan bleu : [whb.27.1-91214 \(ices.dk\)](#)
2. Entre 2015 et 2020, le total des captures réelles a dépassé les niveaux de capture recommandés scientifiquement par le CIEM de 4 781 470 millions de tonnes - dont 988 875 tonnes pour le hareng, 1 584 574 pour le maquereau et 2 208 021 pour le merlan bleu (calcul du MSC basé sur six années (2015-2020) de données du [CIEM](#) concernant les captures conseillées et les captures réelles).
3. ResearchGate : [The Collapse of the Atlanto-Scandian Herring Fishery: Effects on the Icelandic Economy](#)
(L'effondrement de la pêche au hareng atlanto-scandinave : les effets sur l'économie islandaise)
4. [ICES Advice on fishing opportunities, catch, and effort Ecoregions in the Northeast Atlantic and the Arctic Ocean Published 30 September 2021: Herring \(Clupea harengus\) in subareas 1, 2, and 5, and in divisions 4.a and 14.a, Norwegian spring-spawning:](#)
(Avis du CIEM sur les opportunités, les captures et les efforts de pêche dans les écorégions de l'Atlantique Nord-Est et de l'océan Arctique. Publié le 30 septembre 2021 : Hareng (Clupea harengus) dans les sous-zones 1, 2 et 5 et dans les divisions 4.a et 14.a, frai de printemps du hareng de Norvège :)
La biomasse du stock reproducteur de hareng en 2021 (3 765 000 tonnes) n'est plus que de 64 % de ce qu'elle était en 2011 (5 883 000 tonnes) : une chute de 36 % en dix ans.
5. [The European Commission \(05/11/2020\)](#)
La Commission européenne (05/11/2020)
6. North East [Atlantic Fisheries Commission Coastal States meetings](#)
(Réunions des États côtiers de la Commission des Pêches de l'Atlantique Nord-Est)

A propos du Marine Stewardship Council (MSC) France

Créé en 1997 par WWF et Unilever, le Marine Stewardship Council (MSC) est une ONG internationale à but non lucratif qui lutte contre la surpêche et pour la préservation des océans. Instaurée comme un levier de transition écologique, le MSC agit pour un équilibre entre préservation et exploitation économique des ressources marines. L'organisation s'engage à répondre à l'urgence écologique de la surpêche et à l'érosion de la biodiversité marine grâce à un programme d'écocertification notamment. Le cahier des charges écologique du MSC permet de faire le choix d'une pêche durable et respectueuse des océans. Le MSC encourage les initiatives écologiques dans les pêcheries artisanales et dans les pays en voie de développement, grâce à un [fonds d'appui \(OSF\)](#). Par le biais de campagnes et d'actions éco-citoyennes, elle sensibilise les citoyens, les entreprises, les gouvernements, les pêcheurs désireux de s'engager dans une économie soutenable. Conscient du besoin d'éduquer les générations futures aux enjeux écologiques, le MSC dispose d'un programme pédagogique pour les acteurs de l'éducation et le jeune public. Dans le monde, ce sont plus de 442 pêcheries qui sont certifiées, plus de 70 pêcheries qui sont en évaluation et 19 500 produits de la mer qui sont labellisés. Suivez-nous sur [LinkedIn](#), [Twitter](#), [Instagram](#), [Facebook](#).

Contacts Presse

Marine Stewardship Council (MSC) France 

Anabelle Chaumon

anabelle.chaumon@msc.org

+33 1 81 80 12 71